

Circulaire 113

Commission et Groupes de Travail de CGLU
Barcelone, 27 septembre 2017

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et
Droits Humains

Le mouvement des villes pour les droits humains s'étend

La 7ème édition réussie du Forum mondial de Gwangju des
villes pour les droits humains et l'intérêt croissant du Conseil
des droits de l'homme de l'ONU démontrent la vigueur du
mouvement des villes pour les droits humains

Chers membres,

Au cours du mois dernier, deux événements importants - une délégation de gouvernements locaux au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et la 7ème édition du Forum mondial des villes pour les droits humains de Gwangju (WHRCF) - ont rassemblé des gouvernements locaux et des citoyens du monde entier autour d'un objectif commun : faire avancer les droits humains dans les agendas locaux et mondiaux. En effet, étant aux premières lignes de la vie quotidienne des personnes, les gouvernements locaux jouent un rôle-clé dans la promotion, la protection et la réalisation des droits humains universels, tels que le droit à l'eau, à l'alimentation, au logement, à la sécurité, à une vie sans discrimination. Depuis sa création en 2005, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU - fournit un cadre de coordination au mouvement des villes pour les droits humains, dans la perspective de la réalisation progressive du droit à la ville.

Le 4 septembre, la Commission a organisé [une délégation de gouvernements locaux](#) au Conseil des droits de l'homme de l'ONU présidée par Mauricio Valiente, adjoint à la maire de Madrid aux droits humains et à la mémoire historique et David Payot, Adjoint au Maire de Lausanne en charge de la vie des quartiers et de l'enfance et de la jeunesse, afin de participer au premier [Panel de haut niveau sur les gouvernements locaux et les droits humains](#). Une déclaration ([statement](#)) de CGLU a été lue par Mauricio Valiente devant le Conseil, félicitant de la reconnaissance du rôle des gouvernements locaux dans la promotion et la protection des droits humains et rappelant les conditions clés pour soutenir ce travail: une décentralisation effective avec suffisamment de compétences et de moyens et une démocratie et autonomie locale réelles. Un événement parallèle ([compte-rendu ici disponible en anglais](#)) a également été organisé conjointement par la Commission en collaboration avec [INFID](#) et [ADN21](#) avec la participation de la [Fondation Raoul Wallenberg](#) et la Fondation Coréenne des Droits Humains. Il s'agissait de porter la voix et l'expérience des gouvernements locaux en vue du processus de rédaction de [Principes directeurs des Nations Unies sur les gouvernements locaux -et les droits humains](#) qui pourrait être une des tâches à venir du Comité consultatif du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

À Genève, les délégués de la Commission ont également été reçus par Mme Kate Gilmore, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, afin de renouveler l'engagement de CGLU et de [l'HCDH](#) pour promouvoir ensemble l'agenda des droits humains avec une attention particulière portée au droit au logement, dans le cadre de la campagne lancée par la rapporteuse spéciale des Nations Unies, CGLU et le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme « [Make the Shift](#) ».

Le mouvement des villes pour les Droits Humains a également fait preuve de toute sa vigueur lors de la célébration du [7ème Forum mondial des villes pour les droits humains](#), organisé par le gouvernement métropolitain de Gwangju et le [Centre international de Gwangju](#) (14-17 septembre). Tenu sur le thème de la paix et de la participation, et marqué par le récent mouvement démocratique qui a donné lieu à la destitution de la présidente Park Geun Hye en Corée, cette édition du Forum a rassemblé plus de 700 participants. De nombreux échanges d'expériences et d'apprentissage ont pu se dérouler lors des neuf sessions thématiques portant sur des questions fondamentales telles que migrations et droits humains, économie solidaire, égalité de genre, droit des personnes âgées ou des jeunes, ainsi que des séances plénier et spéciales portant sur les mécanismes de la démocratie directe et la coopération régionale pour la paix.

Entre autres, le Forum a réuni participants de Bethléem, de Mexico, de Madrid, de Grenoble, de Lund, de Séoul, Busan, le réseau de villes pour les droits humains d'Indonésie, de partenaires de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville comme la Fondation Kota Kita, de l'*Observatori DESC* et de l'*US Human Rights Cities Alliance*. Une réunion d'experts organisée par la Commission et la Fondation coréenne pour les droits humains a permis de discuter les objectifs et les éléments clés des éventuels *Principes directeurs de l'ONU sur Gouvernements Locaux et droits humains* mentionnés précédemment.

Finalement, dans le contexte mondial de «*recul des droits humains*» (selon les mots d'Amnesty International dans [son dernier rapport](#)), le WHRCF est devenu un espace incontournable d'articulation pour la communauté mondiale de gouvernements locaux, d'organisations de la société civile et de citoyens qui défendent les droits et contribuent à un monde de paix et de démocratie. Dans la déclaration finale ([disponible ici en anglais](#)), les participants du Forum ont réaffirmé leur engagement envers «*les principes d'universalité et d'indivisibilité des droits humains*», à «*travailler pour une société plus pacifique, inclusive et sûre à travers la transformation du conflit et la pacification par le biais d'actions de solidarité populaires et de bas en haut*» et à promouvoir «*un réseau mondial de villes pour les droits humains (...) en partenariat avec des associations de gouvernements locaux et de villes telles que la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU*». La déclaration invite ainsi à remettre les droits au cœur de l'ordre mondial, dénonçant la violation du droit international en Palestine ou encore vis-à-vis des Rohingyas.

Enfin, pour corroborer encore ce mouvement, une rencontre ibéro-américaine sur l'approche par les droits des politiques publiques locales devait avoir lieu dans la ville co-présidente de Mexico. Hélas, ce séminaire a été reporté en raison du récent séisme.

Au cours des prochains mois, la Commission continuera à porter la voix et l'expérience des gouvernements locaux en matière de droits humains. Le [Secrétariat](#) est à la disposition des villes qui souhaiteraient concrétiser une collaboration plus étroite sur cette thématique.

Field Code Changed

Formatted: Not Highlight

Sincères salutations,

Le Secrétariat Mondial de CGLU

au nom de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Veuillez cliquer sur les liens ci-dessous pour accéder aux documents suivants :

- ["Statement" de CGLU](#) au Conseil des Droits de l'Homme
- [Compte-rendu](#) du évènement parallèle " Envisager les Principes directeurs des Nations Unies sur les gouvernements locaux et les droits humains; Apprendre des villes pour les droits humains "
- ["Statement" final](#) du 7ème Forum mondial des villes pour les droits humains
- [Charte-Agenda Mondial des droits humains dans la ville](#)
- [Principes directeurs de Gwangju pour une ville des droits humains](#)